

Un autre monde est impossible... sans nous

À l'heure où ces lignes paraissent, l'Assemblée générale de notre comité vient tout juste d'élire un nouveau Conseil d'administration (voir sa composition p. 2). En attendant la désignation du nouveau président, c'est Joël Decarsin qui signe l'éditorial.

Nous soulignons il y a deux mois la nécessité d'une réaction militante en proportion avec le danger consécutif aux menaces militaires états-uniennes en Irak. Or ni la position ferme d'une grande majorité des membres du Conseil de sécurité de l'ONU, ni l'immense mobilisation citoyenne du 15 février (il semble impossible de chiffrer le nombre exact des millions de manifestants) ne font plier l'administration Bush, dont chacun sait (mais ne veut pas forcément reconnaître) qu'elle puise ses motivations dans ses liens avec l'industrie pétrolière et avec les représentants de la droite la plus réactionnaire qui développe l'argumentation redoutable de la Croisade de l'Occident contre l'Islam.

« Opium du peuple » et « culture de diversion »

Alors que les principes fondateurs de la démocratie n'ont jamais été aussi fortement et clairement défiés par la loi du plus fort, les grands médias continuent de se focaliser sur les faits (le déploiement des troupes militaires) en sous-estimant, voire en taisant les causes du conflit, à savoir que celui-ci n'est autre que la prolongation immédiate de la politique ultra libérale impulsée par les États-Unis dans le monde depuis au moins deux décennies. Cette discrétion s'explique sans mal par l'obédience des grands médias à l'idéologie libérale; ce qui nous conduit à désigner aujourd'hui ceux-ci comme le nouvel « opium du peuple »; en tout cas, comme une force contrariant singulièrement l'objectif pédagogique d'Attac.

C'est donc un effort autant quantitatif que qualitatif qu'il nous faut déployer. D'une part en fédérant les énergies (comme au sein du Collectif aixois contre

la guerre, auquel notre comité participe activement et qui est à l'origine de l'impressionnante manifestation à Aix (lire p. 6); d'autre part en améliorant nos formes de communication : nous devons nous montrer particulièrement capables de contrebalancer les effets de la propagande libérale, laquelle se concrétise non seulement par le traitement de l'information mais aussi, indirectement, par le développement de toute une « culture de diversion » encourageant l'individualisme et désamorçant les solidarités citoyennes.

Les guerres, « solutions du passé »

Certes, un grand nombre de pays (tels la France) refusent de jouer les vassaux des États-Unis et leurs prises de position les honorent. Mais il serait naïf d'imaginer une seconde que celles-ci s'inscrivent dans un programme politique à long terme défendant les intérêts de la démocratie contre d'autres intérêts nationaux (les leurs en premier lieu). Ce serait oublier en particulier les visées pétrolières de la France en Irak (via Total Fina Elf) et écarter l'hypothèse de ce que ferait l'Europe si elle disposait du même arsenal militaire que les USA... d'autant que certains, en haut lieu, visent cet objectif.

Il est tout simplement indispensable de nous « servir » du conflit irakien comme d'une opportunité, celle de démontrer à l'opinion un lien causal : les guerres sont des « solutions du passé » parce qu'elles ne répondent qu'à des buts impérialistes, alors que, plus que jamais, la planète-village exige de l'ensemble de ses habitants des comportements toujours plus solidaires. Même si l'actualité nous offre cette opportunité, nous ne parviendrons à ce but qu'en déployant des effectifs plus importants, et surtout des réserves d'ingéniosité supérieures à celles dont dispose actuellement le camp libéral.

C'est depuis « la base » que s'opèrera l'alternative radicale aux impérialismes. En cela, le succès mondial des manifestations du 15 février constitue un encouragement sans précédent. Une bonne raison pour nous inviter à réexaminer sans cesse nos stratégies locales.

Joël Decarsin

Nos RENDEZ-VOUS PUBLICS

café attac citoyen
mercredi 12 mars à 19h30

L'offensive libérale sur l'éducation

avec Samuel Johsua
professeur en sciences de l'éducation
à l'Université de Provence,
membre du groupe national
d'Attac sur l'éducation

Les menaces, aggravées par l'AGCS en cours de négociation, visent à mettre l'école au service de l'économie. Peut-on craindre une privatisation de l'éducation nationale ? L'école peut-elle fonctionner comme une entreprise ? Quelles menaces sur l'école de demain ? (Voir p. 4)

• Faculté de Lettres (amphi H), avenue Robert-Schuman, Aix.

café attac citoyen
mercredi 9 avril à 19h30

Debout face au G8 illégitime !

avec Attac Pays d'Aix

En juin, à Evian, le G8 va tenter une fois de plus de régenter le monde. Pourquoi et comment devons-nous nous mobiliser pour assurer le succès du contre-sommet ? Quelles sont les initiatives prévues ? En quoi Attac Pays d'Aix peut-il contribuer à cette réussite ? (Voir p. 6).

• Salle Voltaire, 11, rue des Muletiers, Aix.

Pensez à régler
vos cotisations
2003 !

AGENDA

• Chaque mercredi à 21h, réunion du Collectif contre la guerre – 27 rue Félibre-Gaut (perpendiculaire à la rue des Cordeliers).

• Mercredi 12 mars, 19 h 30 – CAC : l'offensive libérale sur l'éducation. Faculté de Lettres (amphi H), avenue R. Schuman, Aix (voir p 4).

☛ SAMEDI 15 MARS : NOUVELLE MANIFESTATION MONDIALE CONTRE LA GUERRE EN IRAK.

• Mardi 18 mars, 19 h 30 – Le Forum Social Mondial de Porto Alegre en 2003. Salle du Cèdre (Agesa) rue du Deffens au Jas de Bouffan. (Voir ci-contre).

• Mercredi 19 mars, 19 h. ; mercredi 16 Avril, 19 h. – Cours d'économie de R. Gallimard. Annexe du centre Jean-Paul Coste à Aix. Contact : Méline Martin 04 42 39 99 69 (après 19 h); melinemartin@wanadoo.fr

• Mercredi 26 mars, mercredi 30 avril, 19 h. – Groupe OGM « Sur la route de Samarkande » (salon de thé sympa), 10, rue Campra, Aix.

• Mardi 1er avril, 19 h 30 – Défendre des services publics au service du public. Salle du Cèdre (Agesa) rue du Deffens au Jas de Bouffan (voir ci-contre).

• Mercredi 9 avril, 19 h 30 – CAC : Debout face au G8 illégitime ! Salle Voltaire, 11, rue des Muletiers. Aix (voir p 6).

• Mardi 15 avril, 19 h 30 – Une Europe à construire avec les citoyens. Salle du Cèdre (Agesa) rue du Deffens au Jas de Bouffan (voir ci-contre).

• Mardi 29 avril, 18h, nouvelle représentation de la pièce « Le procès de la Dette », Attac Luberon à Pertuis.

Les débats d'Attac au Jas de Bouffan

• Mardi 18 mars, 19 h 30

Le Forum social mondial de Porto Alegre en 2003 : un monde en mouvement pour une mondialisation dans la paix et la justice.

Cet élan mondial tourné vers le dialogue, le débat, la recherche de solutions par la confrontation pacifique des idées et des propositions; quel enseignement en tirer ? Comment le traduire au niveau local ? Quelle stratégie pour des forums sociaux locaux ?

• Mardi 1^{er} avril, 19 h 30

Défendre des services publics au service du

public.

Les prix seront-ils moins chers, l'efficacité meilleure lorsque les services publics seront privatisés ? Pas si sûr !

• Mardi 15 avril, 19 h 30

Une Europe à construire avec les citoyens

Quelle est notre place dans l'Union européenne ? Qui décide de plus de la majorité de nos lois et règlements et alors que de profonds changements s'annoncent ?

Rencontres gratuites et ouvertes à tous, les 1^{er} et 3^{ème} mardi de chaque mois.

• Salle du Cèdre (Agesa), rue du Deffens au Jas de Bouffan (entrée rue Jean Lombard) Bus n°4 - arrêt « Grande Thumine » et Bus n° 6 et 10 arrêt « le Deffens ».

GROUPES THÉMATIQUES

Participer aux réunions des groupes thématiques, c'est le meilleur moyen à la fois pour se former soi-même et préparer

l'information des « Cafés Attac Citoyens ». Il est possible de s'y inscrire à tout moment en contactant les animateurs.

groupes	dates et lieux	contacts	
Économie solidaire	mercredi 2 avril, 19h30 bar du Palais 1 ^{er} étage Place des Prêcheurs	Ernest Hussy	04 42 92 67 15
« Attac au Jas »	mardi 11 mars, 19h30 salle du Cèdre, Jas de Bouffan	Nicole Jarrié	04 42 63 27 05
Annulation de la dette	lundi 10 mars, 19h chez Raymonde Lagune	Raymonde Lagune	04 42 96 66 46
Contact avec les partis	lundi 14 avril à 20h chez Laurent Kriger	Laurent Kriger	04 42 27 19 69
Démocratie	chez Vincent Porelli, (jour à préciser)	Vincent Porelli	04 42 93 11 68
« Attac Jeunes »	mardi 25 mars à 19h, bar de la Madeleine, 1 ^{er} ét., pl. des Prêcheurs	Moritz Hunsmann	04 42 63 22 14

Forum social départemental à Marseille les 2 et 3 mai

Après les manifestations du 1^{er} mai, le premier Forum social départemental des Bouches-du-Rhône se tiendra à Marseille, aux Docks du Sud, les vendredi 2 et samedi 3 mai. Il s'organisera autour de trois conférences avec chacune trois ateliers-débats :

• Première « conférence » : Libéralisme, ravages sociaux, travail et emploi.

1^{er} atelier : Le cas de Gemplus ou l'insécurité économique et sociale.

2^e atelier : Les énergies dans les Bouches-du-Rhône.

3^e atelier : Travail, précarité et sécurisation de l'emploi.

• Deuxième « conférence » : Droits individuels et collectifs, démocratie, contre-pouvoirs et pouvoirs.

1^{er} atelier : Les droits fondamentaux des personnes.

2^e atelier : Décider de ce qui nous concerne du local au global.

3^e atelier : Criminalisation de la pauvreté et du mouvement social.

• Troisième « conférence » : Guerre, rapports Nord-Sud et G8.

1^{er} atelier : La dette.

2^e atelier : Guerre ou paix, Irak, Palestine et quelques autres...

3^e atelier : Coopérations méditerranéennes et africaines.

Le forum, son contenu, ses objectifs, sa partie festive seront présentés à la presse le 27 mars prochain. Il sera clôturé par un meeting le samedi 3 après-midi. Jacques Nikonoff, président d'ATTAC annonce sa présence.

Contact : ATTAC-Aix ou forum.social.13@free.fr "

Le Comité a élu son nouveau Conseil d'administration

L'Assemblée générale d'Attac Pays d'Aix s'est tenue le 5 mars. Un débat long et fructueux s'est engagé avec le conseil d'administration sortant autour du projet d'orientation. Celui-ci sera finalisé par le nouveau CA, en fonction de toutes les propositions émises et des engagements pris par les adhérents eux-mêmes.

Un compte rendu détaillé de l'AG sera prochainement disponible. Le nouveau CA est constitué de : Anne-Marie Alary, Simone Ber-

nilon, Joël Decarsin, Michelle Fourny, Gérard Guieu, Thibaud Hulin, Moritz Hunsmann, Ernest Hussy, Nicole Jarrié, Laurent Kriger, Bernard Lagune, Raymonde Lagune, Gérard Ponthieu, Danielle Pugliese et Anne-Marie Quetglas.

Le nouveau CA comprend quatre nouveaux membres. Celui-ci se réunira prochainement pour élire un nouveau président et un nouveau bureau.

Un combat à la mesure des enjeux

Samedi 22 février, le séminaire sur les retraites a réuni un peu plus d'un quinzaine de personnes au Café de la Madeleine. Ce séminaire avait pour but d'approfondir la réflexion et d'envisager des modalités d'action qui fassent progresser la connaissance des enjeux fondamentaux qui se cachent derrière le double langage du gouvernement.

Début juillet, en période de vacances, un projet de loi sera soumis au vote du Parlement. Ce vote donnera au gouvernement à la fois la possibilité de déverrouiller les éléments de la législation actuelle sur les retraites, jugés trop contraignants par le grand patronat, et la liberté sur la longue durée de procéder à de nouvelles réformes au fur et à mesure qu'il estimera en avoir besoin. Ce projet de loi ne devrait pas être connu avant le mois de juin.

Une « dose de capitalisation »

Jacques Chirac, solennellement, dans ses vœux à la Nation, avait promis qu'un « grand débat public » serait organisé. Deux mois plus tard, d'effets d'annonce en « consultations », nous constatons que le débat n'a pas encore commencé. Le gouvernement reste embusqué, il n'accepte pas de mettre ses projets sur la place publique. Il cherche à gagner du temps, tandis que les grandes lignes de sa réforme sont pourtant déjà arrêtées.

Ainsi, tout en déclarant, qu'il veut « sauver le régime des retraites par répartition », le gouvernement veut introduire dans l'organisation du régime de retraites des salariés, notamment celui des fonctionnaires,

une « dose de capitalisation » sous forme d'épargne-retraite individuelle qui sera « encouragée » par des remises d'impôts. Tout en

déclarant ensuite qu'il ne « remettra pas en cause la retraite à 60 ans qui est un acquis social », il prépare le « régime de la retraite à la carte », par déplacement à 65 ans de ce qu'il appelle déjà « l'âge pivot de la retraite ». Sont significatifs à cet égard la prise en compte simultanée des trois faits suivants :

- le refus du ministre des Affaires sociales, lors des entretiens qu'il a eus avec les organisations syndicales, de se prononcer sur le montant garanti de la retraite au moment du départ à 60 ans;
- le projet « d'encourager par une retraite améliorée ceux qui voudraient travailler au delà de 60 ans »;
- son grand projet de « mobilisation sociale » pour le maintien dans l'emploi des salariés de plus de 50 ans, pourtant massivement mis en pré-retraite aujourd'hui, par les politiques de restructuration de l'emploi du grand patronat.

Les organisations syndicales mènent leur combat. Sept d'entre elles, se sont rencontrées en janvier dernier pour présenter un front uni au gouvernement. Les importantes manifestations du 1 février ont permis d'établir un rapport de force contre les projets du gouvernement et du grand patronat. Pour faire échec à ces projets la mobilisation doit continuer.

Le 18 mars, Fillon à Marseille

Le 19 février, les organisations syndicales se sont rencontrées à nouveau pour réaffirmer leur unité sur quatre objectifs prioritaires, dont les deux premiers et plus importants, sont :

- 1) Un haut niveau des pensions
- 2) Le droit à la retraite à taux plein à 60 ans pour tous.

Le 18 mars, une nouvelle manifestation doit avoir lieu pour la venue du ministre des affaires sociales Fillon à Marseille.

La question des retraites relève d'un vrai choix de société. Pour gagner sur la question des retraites, il est nécessaire, au delà des organisations syndicales, d'élargir la mobilisation à l'ensemble de la société (associations, partis politiques, etc). Dans ce combat, Attac a toute sa place. C'est pourquoi il nous faut démultiplier les lieux où nous faire entendre, porter la contradiction là où cela est nécessaire, afin d'élever « tous ensemble » cette question au niveau des véritables enjeux qui la sous-tendent.

Sept projets d'action

A la suite du séminaire, des projets d'action ont été formulés :

- 1) Rédaction d'articles exposant le point de vue d'Attac en direction des journaux locaux ;
- 2) Elaboration d'une brochure explicative propre au Comité Attac Pays d'Aix ;
- 3) Rencontre avec chacune des organisations syndicales pour confronter nos analyses et voir comment coordonner nos actions respectives ;
- 4) Demande d'audience auprès des élus pour les informer de nos analyses ;
- 5) Rencontre avec les représentants des partis politiques qui voudront bien nous recevoir pour un échange de vue sur la question et comment ils envisagent d'intervenir ;
- 6) Participation à des réunions organisées par d'autres groupes, associations, organisations ;
- 7) Recherche de lieux de rencontres où porter la connaissance de ces questions.

Nous avons besoin de toutes les bonnes volontés. Contactez nous.

Groupe Retraite

PORTO ALEGRE

Ma participation au Forum social mondial

J'ai atterri à Porto Alegre pour participer presque immédiatement à la marche mondiale (plus de 100 000 participants) qui a émis un puissant signal de refus de la guerre américaine. Dès ce premier contact, les banderoles, les mots d'ordre des associations, partis, syndicats, les couleurs de peau des participants, les différences d'âge (30 000 jeunes accueillis dans le « campement intercontinental de la jeunesse »), témoignent de la diversité et du foisonnement de ce Forum. Les différentes formes de réunions : conférences,

panels ateliers (plus de 1 700), témoignages, controverses et dialogues... réunissant de quelques dizaines à plusieurs milliers de personnes, le confirment.

Des initiatives prennent corps (réseau international contre la fraude fiscale, Réseau social mondial d'information et d'échange, Réseau mondial des mouvements sociaux,...) et les convergences sont vite perceptibles : pour la paix, contre la militarisation et contre la guerre en Irak, pour l'action contre la pauvreté, la faim, pour la souveraineté alimentaire, des emplois décents, le droit à l'eau, à la terre, à l'éducation, à la santé, au logement, pour un développement durable,...

Ce forum sera fortement marqué par la

prise de parole du président Lula devant 50 000 personnes exprimant qu'à la fin de son mandat « il voudrait pouvoir être fier de son bilan, notamment en ce qui concerne son action en faveur des pauvres. Car ce sont bien eux qui l'ont élu. Ainsi l'espoir a vaincu la peur. ».

Le dimanche 26 janvier s'est tenue la réunion des Attac du monde qui a débuté par une réunion des Attac d'Amérique du Sud, suivi d'une réunion des Attac d'Europe, Afrique et Asie et d'une assemblée plénière. Des mesures ont été décidées pour élaborer un programme commun de campagnes ou d'actions contre l'ALCA (zone de libre échange des Amériques, ZLEA pour les francophones) et contre le sommet de l'OMC à Cancun en Amérique latine, mise en place d'une coordination européenne à propos de la Taxe Tobin.

Bernard Lagune

Pour un moratoire sur les négociations de l'OMC

Peu de citoyens savent à quel point les négociations actuellement en cours dans le cadre de l'AGCS (Accord général sur le commerce des services) font peser de menaces sur les services publics et sur la démocratie.

C'est le 31 mars prochain que les Etats membres de l'OMC doivent présenter à leurs partenaires les secteurs de services qu'ils acceptent de libéraliser, c'est-à-dire les services qu'ils acceptent de soustraire au contrôle des citoyens pour les faire passer, à terme, sous le contrôle des actionnaires.

En ce qui nous concerne, ces offres sont actuellement préparées, dans la plus grande opacité, par la Commission européenne sans que ni les citoyens ni les parlementaires aient été convenablement informés ou consultés. Par contre, la Commission travaille en étroite collaboration avec les lobbies des entreprises transnationales, dont elle utilise les « conseils » en particulier ceux du FSE (Forum des services européens).

Avec de nombreuses autres organisa-

tions, Attac Pays d'Aix s'est mobilisé contre l'AGCS : rencontres, interpellations, pétitions visant à alerter nos élus aux parlements national et européen ; exposés publics (au Jas de Bouffan le 19 novembre 2002, et à Pertuis pour Attac Sud Luberon le 3 février 2003). Attac Sud Luberon a présenté à son tour ce sujet à Bonnieux le 25 février pour Attac Vallée d'Apt.

Le grand public doit savoir

Ce travail « d'exposition de l'AGCS à la lumière du jour » pourrait d'ailleurs être reproduit à la demande de groupes divers. Il faut que le grand public sache !

Face à l'amplification de cette mobilisation, le négociateur de l'Union européenne à l'OMC, Pascal Lamy a déclaré le 5 février dernier qu'il « ne lâcherait rien sur la santé, l'éducation, l'audiovisuel ».

Nous venons d'apprendre qu'une séance plénière consacrée à ces négociations aurait lieu le 10 mars au Parlement européen. « L'appel des parlementaires » qui a reçu les signatures d'une centaine de députés au Parlement européen, la mani-

festation du 9 février à Bruxelles et, bien sûr, tout le travail militant ont fini par porter leurs fruits, mais nous devons rester vigilants. Il ne s'agit pas de se contenter d'effets d'annonce, peut-être tactiques, de l'actuel Commissaire au commerce, soumis à une pression croissante de la part d'ONG et de certains responsables politiques européens.

Pas en notre nom

N'oublions pas qu'un certain nombre de secteurs publics, comme l'eau, les transports, la poste, l'énergie,... ont déjà été libéralisés !

Nous exigeons bien davantage. Nous voulons imposer un moratoire sur ces négociations et une évaluation des résultats des politiques de l'OMC, cet organisme dont nous demandons la subordination aux chartes internationales.

Il ne s'agit pas d'obtenir d'une commission « exception » sur « exception ». Il faut réécrire cet Accord, et en particulier abroger l'article 1-3-c pour en exclure très explicitement les services publics.

Enfin, si nous n'acceptons pas pour nous-mêmes l'ouverture à la concurrence de nos services publics, l'Union européenne ne doit pas demander en notre nom, aux pays en voie de développement, l'ouverture à la concurrence de leurs propres services publics. C'est pourtant ce que l'Union européenne s'apprête à faire de façon offensive.

Michelle Fourny, Anne-Marie Alary

DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC

L'éducation de plus en plus convoitée par le libéralisme

Nous avons tous présent à l'esprit les problèmes médiatisés concernant notre système éducatif : diminution des effectifs, violence et échec scolaire, décentralisation, débat sur le collège unique.

Mais ces problèmes sont indissociables d'une réflexion plus générale sur la place de l'école dans notre société. Or nous ne devons plus ignorer aujourd'hui la volonté affichée de plusieurs organisations internationales (OMC, Banque mondiale, OCDE) de mettre l'école, à l'échelle planétaire, au service de l'économie.

Le système éducatif dans le monde représente un marché de 2 000 milliards de \$. L'Organisation mondiale du commerce, au pouvoir supra-national, est ainsi en train de négocier la libéralisation planétaire de l'éducation, par le biais de l'AGCS (Accord général sur le commerce des services). L'Éducation nationale française, entre autres, a-t-elle encore un avenir dans le cadre de cette politique for-

cée ? Pourra-t-on encore envisager sérieusement la généralisation de la scolarisation dans les pays pauvres avec des écoles payantes ? Comment empêcher dans ces conditions l'établissement d'une éducation à deux vitesses ?

Mais l'offensive de la pensée unique libérale se situe aussi sur un autre terrain plus pernicieux. En effet, c'est aussi le but de l'école et son fonctionnement qui sont remis en question. Ainsi, la solution aux problèmes actuels de l'école est recherchée dans la mise en concurrence des établissements, l'application du modèle de l'entreprise (rentabilité, gestion du personnel, concurrence) aux établissements scolaires. La norme néolibérale remet de cette façon en question la gratuité, l'égalité d'accès et la qualité de l'enseignement pour tous. Par ailleurs, il s'agit de former les esprits à l'acceptation de la domination absolue des marchés sur la vie : introduction de la publicité à l'école, dépendance envers le marché du travail, esprit de compétition, initiation à la Bourse, individualisme, adaptation des programmes scolaires aux besoins des entreprises, etc. C'est la remise en question d'une école citoyenne.

Nous devons réagir face à ces multiples menaces, plus ou moins déguisées. Le débat est nécessaire pour affirmer nos revendications sur l'école de demain. Quelles actions pouvons nous mener dans ce sens ?

Anne Marie Alary, Laurent Kriger

➡ **Quelles menaces sur l'école de demain ?, thème du prochain Café Attac Citoyen mercredi 12 mars à 19h30.**

• 17 mars : visite annoncée de Luc Ferry à Marseille. Une action est envisageable.

La démocratie a besoin d'une idée neuve

Belle affluence pour le CAC du 11 février, tenu dans la... salle des mariages de la mairie ! A défaut d'alliances, des idées ont été échangées dans ce haut-lieu du pouvoir aixois. On ne pouvait être mieux logé pour débattre du thème du jour, *La démocratie en question*.

Pour « penser local », Arinna Latz, conseillère municipale Verts et membre d'Attac Pays d'Aix, s'est d'abord interrogée sur les attributs souvent accolés au mot même de démocratie : *participative* ou *de proximité*. Mot « saturé par des valeurs morales », il désigne « avant tout une manière de réfléchir l'autorité – sa construction/déconstruction. Il a été au départ associée à la notion de liberté, pour ensuite se rapprocher de l'égalité sociale.

Aujourd'hui, il se place comme « une alternative au déficit la démocratie représentative, au doute lié aux "affaires", et apparaît comme un levier pour combattre l'individualisme et ses corollaires ».

« La démocratie est fragilisée et plusieurs facteurs peuvent l'expliquer :

- Un large mouvement d'individuation, né à partir des années 75 ;

- Le déficit de lisibilité du politique : la mise en place des lois de décentralisation a rendu opaque la décision politique ;

- Un sentiment de mal représentation : 60% de participation en 81, 88, 93, depuis elle plonge pour arriver à 37% en 2001 ;

- Alternance politique, liée à une cohabitation politicienne et aux affaires, d'où la tentation de sortir les sortants

en avril 2001, 41% des lecteurs inscrits ont porté leurs voix aux dix candidats de « gouvernements ».

Ainsi, pour la 1^{ère} fois depuis 1958, la démocratie française est minoritaire ; si on ajoute, les abstentions, on peut dire qu'en 2001, 3 Français sur 5 en âge de voter sont en dissidence électorale.

Proximité à la mode aixoise

« Un grand espoir a surgi avec les travaux préparatoires aux lois Chevènement et Voynet sur la recomposition des territoires, vite déçu par les résultats.

« En effet, par exemple, la composition des conseils de développement est laissée au libre arbitre des élus communautaires et ceux-ci sont des élus des conseils municipaux. Le projet de faire élire les conseils communautaires au suffrage universel ayant été rejeté. Ce qui pose un véritable problème de légitimité.

« Si on considère les Communautés d'agglomération, elles ont de multiples compétences : aménagement du territoire, développement économique, politique de l'habitat, politique de la ville, politique des transports. Et elles peuvent prendre des compétences optionnelles toutes aussi importantes,

comme la culture, l'environnement, les déchets. Ce qui veut dire que les grandes décisions prises sur l'avenir de nos villes ne bénéficient d'aucune lisibilité démocratique ».

La loi sur la démocratie de proximité laisse une grande liberté aux communes d'organiser leurs conseils de quartier. « A Aix, en juillet, la Ville a retiré la délibération du conseil municipal, car le dispositif proposé, basé sur la cooptation des membres du Conseil de développement était caricatural. Comme nous le dénonçons, le maire a annoncé la création d'une commission composée d'élus de la majorité et de l'opposition. Il a fallu plus de six mois pour la réunir et lors de cette rencontre en janvier 2003 la Ville nous a présenté un projet bis, légèrement plus sophistiqué mais qui est un simulacre de la loi et qui ne change rien sur l'absence de volonté de la ville d'instaurer un réel dialogue citoyen.

L'indifférence comme citoyenneté

« On a saisi ce que la ville entend par commission : c'est un lieu où elle annonce ses choix, mais où tout travail de concertation est inexistant. Comment imaginer un dispositif de démocratie participative, si au sein de même de la démocratie représentative, la concertation n'est pas de mise ? On a pu observer la même logique sur d'autres sujets comme le dossier sur les caméras de surveillance.

Arinna Latz conclut : « La démocratie ne se décrète pas, elle se vit dans la manière de conduire les affaires municipales. L'application astucieuse de la loi aurait permis de faire un véritable travail, par exemple dans les mouvements d'éducation populaire : il s'agit d'ouvrir le quartier sur la ville, sur l'agglomération. En fait, celle-ci détourne le processus pour imposer sa tutelle. Démagogie.

« Paradoxalement, c'est une bonne démocratie participative qui donne sens à la démocratie représentative : ne pas prendre cela en compte, c'est annuler les effets atten-

due (...) et prendre le risque que l'indifférence tienne lieu de citoyenneté. »

L'abus de pouvoir des médias

Ce déficit démocratique, Vincent Porelli, d'Attac Pays d'Aix, en voit les causes dans plusieurs domaines. Par exemple, les listes électorales « peuvent être falsifiées dès l'instant où elles sont sous le contrôle du pouvoir politique (maire et préfet) » ; le mécanisme des commissions de révision des listes permet des « tentations », et cela pour ainsi dire sans contrôle, l'opposition en étant le plus souvent exclue. Idem pour les modes de scrutin, les découpages électoraux (bien actuels), autant de pratiques obscures qui poussent à l'abstention. Les institutions constituent autant de freins, sinon de « verrous » qui, en fin de compte, pérennisent des exécutifs autour de « véritables chefs locaux s'appuyant sur un mode relationnel très répandu : le clientélisme ».

Quant à la démocratie sociale, de droite ou de gauche, le pouvoir politique n'en fait que peu de cas. En attestent les refus par Jean-Pierre Raffarin de prendre en compte le vote des salariés d'EDF sur les retraites, et par le gouvernement de Lionel Jospin d'organiser les élections aux conseils d'administration de la Sécurité sociale.

Enfin, et non des moindres, le pouvoir médiatique. Les médias sont devenus des acteurs surdéterminants dans nos démocraties. Pour preuve criante, le grand déba(t)illage autour du *Monde*, craint autant par les hommes politiques que par les décideurs économiques, basculant *du contre-pouvoir à l'abus de pouvoir*, pour reprendre le sous-titre du livre de Pierre Péan et de Philippe Cohen.

Les journalistes de l'audiovisuel entretiennent avec la classe politique des relations de connivence, tandis que les hommes politiques s'entraînent à dompter la télévision.

Tout cela doit être combattu à travers une *idée neuve* de la démocratie autour de l'articulation *Agir local, penser global*. On peut en partie s'inspirer des tentatives menées en Espagne, en Italie et en Angleterre. « En France, estime Vincent Porelli, les propositions de la Convention pour la V^{ème} République du député Arnaud Montebourg me paraissent une bonne base de départ de réflexion. »

Groupement Démocratie

CAFÉ DE JANVIER

La dette, théâtre d'un procès

Lors du CAC du 16 janvier, nous avons enfin pu jouer le « Procès de la Dette ». Soirée très réussie, salle comble, plus de 200 personnes dont beaucoup étaient debout, comédiens très en forme, participation très active du public condamnant avec les comédiens les institutions financières internationales et les gouvernements du Sud et soutenant les victimes.

De l'avis de tous, l'expression théâtrale est une bonne manière de rendre concret le problème complexe de la dette. La pièce a suscité un débat riche sur les mécanismes de la dette, les Pays Pauvres Très Endettés (PPTÉ) et les Programmes d'Ajustements Structurels (PAS). Lors d'une intervention émouvante, un Sénégalais, Lébou, de la même ethnie qu'un des personnages de la pièce, a témoigné de la justesse de ce procès correspondant si bien à ce qu'il avait vécu.

Avec la volonté d'échanger nos expériences avec les autres groupes locaux de la région, nous rejuons le 29 avril à Pertuis et pensons répondre à d'autres propositions.

Raymonde Lagune, Jocelyne Ducrocq

Plus que jamais pour la paix !

Cette guerre est au cœur des combats d'Attac. La volonté américaine d'envahir l'Irak n'est qu'un moyen, parmi d'autres que nous connaissons bien, d'assurer une domination économique, en contrôlant par exemple les ressources énergétiques de la planète.

Par ailleurs, comment ne pas réagir quand on sait qu'au nom de cette domination et au prix de nombreuses vies, les dépenses militaires (estimées à 20 à 30 milliards de \$) correspondent au revenu annuel de plusieurs dizaines de millions d'habitants des pays pauvres ? L'Aide aux Citoyens qui forme les dernières lettres du nom de notre association se situe bien dans cette lutte pour une meilleure répartition des richesses et une diminution des injustices.

Jusqu'à 5 000 manifestants

Depuis quelques mois, ce collectif s'est élargi et il regroupe aujourd'hui plusieurs associations (ATTAC, Aix-solidarité, la LDH, la CIMADE), syndicats (UL-CFDT, Aix-Fraternité, FSU, UNEF, SUD éducation, SUD culture) et partis politiques (LCR, Verts, PCF, PRG et PS). Ensemble nous avons cherché à mobiliser de façon croissante les Aixois contre cette guerre. Dans ce but, le collectif a effectué de

nombreuses distributions de tracts à visée pédagogique. Nous avons aussi organisé en décembre dernier une conférence-débat à la salle du Bois de l'Aulne avec

Pierre Tartakowsky, ancien secrétaire général d'Attac France, et Elisabeth Picard, professeur-chercheur à l'IEP.

Attac pays d'Aix s'est impliqué de façon active dans le collectif aixois contre la guerre en Irak, et ce dès le départ en octobre dernier.

En 2003 le collectif a organisé deux manifestations à Aix-en-Provence. La première, le 24 janvier, a rassemblé quelque 800 personnes. Forts de ce premier succès, il a été décidé que lors de la journée mondiale de mobilisation contre la guerre en Irak le samedi 15 janvier, nous appellerions les Aixois ne pouvant pas se rendre à Paris (15 étudiants y sont allés avec les Marseillais), à se rassembler à Aix devant le Palais de Justice.

Un important travail d'affichage et de tractage a été effectué. Nous avons ainsi pu apporter notre contribution aixoise à la vague mondiale de plus de 15 millions de personnes qui ont protesté contre la politique de G-W. Bush et des dirigeants dociles qui le suivent. 3 000 personnes selon la police, probablement plutôt 5 000, nous avons été nombreux à défiler sur le Cour Mirabeau, le Cour Sextius et jusqu'à la mairie. Malgré l'incident du début de la manifestation (M. Joissains

ayant tenté de s'emparer du micro du collectif par la force), l'ambiance était plutôt bon enfant et l'imagination étalée sur les banderoles et pancartes.

Pour financer une partie des affiches et tracts, nous avons vendu 500 badges et lancé une petite souscription (sans grand succès). Plusieurs pages de pétitions ont aussi été envoyées au président de la République – comprenant notamment les signatures de 7 élus d'opposition à la mairie d'Aix – pour demander l'utilisation du veto français au Conseil de sécurité de l'ONU.

Contre notre volonté

D'autres actions ont eu lieu le 1^{er} mars, à Aix comme dans d'autres villes de France, et le 5 mars dans les lycées et universités. Cette mobilisation doit encore se renforcer pour tenter d'empêcher la guerre. Si par malheur elle est déclenchée, nous continuerons de montrer au monde que c'est contre notre volonté.

Nous sommes ouverts à toutes propositions d'aide et attendons vos idées sur d'autres formes d'action à entreprendre, en particulier si cette guerre est déclarée.

Laurent Kriger

• Contact : 04 42 27 19 69
contrelaguerre.aix@free.fr

👉 **Nouvelle manifestation contre la guerre samedi 15 mars (18h, Palais de justice – à confirmer). Et en cas de déclenchement de la guerre, rassemblement prévu le jour-même dès 18h (Palais de justice), ainsi que le samedi suivant.**

CONTRE LE G8

Debout face au G8 illégitime !

Café Attac Citoyen, **mercredi 9 avril, 19 h 30**, salle Voltaire, 11, rue des Muletiers.

Le prochain sommet du G8, groupe des Huit pays les plus riches de la planète, va se tenir à Evian, du 1^{er} au 3 juin. Automandaté pour régenter la marche du monde, un tel groupement, est en soi illégitime. *Pourquoi et comment devons-nous nous mobiliser pour assurer le succès du contre-sommet ? Quelles sont plus précisément les initiatives prévues à l'occasion du G8 ? En quoi Attac Pays d'Aix peut-il contribuer à cette réussite ?* Telles sont, entre autres, les questions dont nous débattons lors du CAC du 9 avril.

La mobilisation s'organise. Après le dramatique sommet de Gènes de juillet 2001, il incombe en grande partie aux militants français d'assurer le succès et la non-violence des initiatives de protestation qui auront lieu alors. Nous chercherons à agrandir notre audience, sans donner prise aux tentatives de criminalisation du mouvement.

La réunion de coordination européenne

des 1^{er} et 2 mars a permis de préciser les initiatives qui seront prises :

- exigence de la liberté de circulation et de manifestation, ainsi que de l'ouverture des frontières ;
- appel au blocage politique du G8 illégitime ;
- appel à une manifestation unitaire la plus large possible dimanche 1^{er} juin en fin de matinée ;
- soutien et solidarité à toutes les actions pacifiques et non-violentes de blocage ;
- d'autres initiatives auront lieu pendant la semaine : sommet pour un autre monde, villages alternatifs, feu au lac le samedi soir, etc.

Raphaël Pradeau

Le Collectif Jeunes « Pour un autre monde » est né !

L'appel lancé depuis Lyon pour monter un collectif d'organisations destinées à contester le G8 est relayé par Aix. Mais si les choses étaient aussi si

simples !

Les groupes libertaires ont refusé de s'investir, arguant qu'ils travaillent à leur propre «village». D'autres groupes rejettent l'appellation « G8 illégal », trouvant le nom trop dur ou ne mettant pas assez l'accent sur la lutte contre la guerre.

« Pour un autre monde », qui est le slogan de Porto Alegre, a finalement été retenu; il nous a paru concilier les différentes énergies prêtes à s'investir : la lutte contre la guerre, le G8, mais aussi d'autres actions à venir.

Le collectif regroupe aujourd'hui des jeunes des MJS, JCR, SPEB, ACI, UNEF et, bien sûr, ATTAC. En accueillant tout autant des groupes que des individus, nous espérons développer nos actions.

Contre la guerre, nous tractons dans les facs, et sommes en relation étroite avec le « collectif contre la guerre » d'Aix.

Contre le G8, nous préparons une projection de film afin d'informer et de préparer un déplacement vers un village Attac Campus et ses amis à Evian.

Thibaud Hulin